

L'Autriche face à la tentation hongroise

Après une première réaction altruiste au diapason de celle de leurs voisins allemands, les Autrichiens se sont divisés face à l'afflux des réfugiés et menacent de reconstruire comme un « rideau de fer à l'envers ».

Le 10 octobre 2015, dans la gare principale de Vienne, des réfugiés attendent un train pour l'Allemagne. De nombreux Viennois sont venus les aider. ▶



© Jérôme Ségal/Licra

LA « CONSTRUCTION PROTECTRICE » DE MME MIKL-LEITNER

Le mot « barrière » avait provoqué une levée de boucliers en Autriche. Le chancelier a expliqué qu'il ne s'agissait pas d'une barrière autour de l'Autriche, mais d'une « mesure technique de sécurité ».

*

1. En 2003, le ministre de l'Intérieur ÖVP (droite) a décidé d'« améliorer » le traitement des demandes d'asile en lançant un appel d'offres. L'organisation allemande « European Homecare » avait été préférée à un consortium d'ONG réunies autour de la Croix Rouge. En 2011, lors d'un nouvel appel, c'est l'ORS qui fut sélectionnée.

Petit pays de l'UE, ancien rempart du monde dit libre face au bloc de l'Est, l'Autriche est devenue, pendant l'été 2015, une étape importante sur la route des Balkans. Après avoir traversé la Turquie, la Grèce, la Macédoine, la Serbie et la Hongrie, les milliers de demandeurs d'asile désireux de se rendre le plus souvent en Allemagne, sinon en Suède ou dans d'autres pays du nord de l'Europe, considèrent l'Autriche comme le premier havre de paix.

LE CHOC DU « CAMION CHARNIER »

La découverte, le 27 août 2015, d'un camion charnier entre Vienne et la frontière hongroise, avec 71 corps en décomposition, a eu un effet mobilisateur important pour la société civile. Le soir même, 500 personnes se rassemblaient devant le ministère de l'Intérieur, et quatre jours plus tard environ, 20 000 manifestants exigeaient la mise en place de moyens légaux à la disposition de ceux qui demandent l'asile dans le pays. Le 3 octobre, on atteignait 80 000 personnes - ce qui est énorme pour le pays - avec une manifestation et un concert sur la Heldenplatz, la place des Héros, en soutien aux demandeurs d'asile. Dans les deux principales gares de Vienne, une mobilisation sans précédent a vu le jour, bien davantage relayée par les réseaux sociaux et les initiatives individuelles que par les associations caritatives.

La fermeture de la frontière entre la Serbie et la Hongrie, à la mi-septembre, n'a rien changé, les « pas-encore-réfugiés » sont passés par la Croatie. Début novembre, après la fermeture de la frontière entre la Croatie et la Hongrie, la route des Balkans a fait étape en Slovaquie, mais toujours pour passer en Autriche.

L'EXTRÉMISTE HONGROIS ORBÁN FAIT DES ÉMULES

Au même moment, deux élections régionales importantes se sont déroulées. Le principal parti d'extrême droite, le FPÖ, a obtenu 30 % des suffrages en Haute-Autriche et 31 % deux semaines plus tard à Vienne. De plus en plus, la société autrichienne se clive sur la question de la politique migratoire et du droit d'asile.

La politique extrêmement restrictive, sinon clairement inhumaine, menée par Viktor Orbán en Hongrie fait des émules à l'extrême droite, mais aussi parmi ses alliés politiques du Parti populaire européen.

La députée du FPÖ, Susanne Winter, a fait l'éloge du Premier ministre hongrois lorsque ce dernier rendait la « finance internationale » responsable de la crise actuelle, allant jusqu'à « liker » le commentaire d'un visiteur de sa page qui, plus précisément, expliquait : « *L'argent sioniste - les Juifs dans le monde, voilà le problème.* » Mme Winter, qui avait déjà été condamnée pour avoir défini Mahomet comme pédophile, a été exclue du FPÖ, mais conserve son mandat.

QUAND L'« ATTRACTIVITÉ » GÈNÈRE 1 MILLION DE PROFITS...

Au sein de l'ÖVP, parti conservateur proche du Fidesz hongrois ou des Républicains (ex-UMP) à la française, la ministre de l'Intérieur, Mme Mikl-Leitner, prépare la mise en place d'une « construction protectrice » le long de la frontière avec la Slovaquie, et les députés voteront à la fin de l'année une restriction du droit d'asile, qui sera limité dans le temps, avec une réévaluation tous les trois ans et une limitation du regroupement familial.

Pour Mme Mikl-Leitner, il s'agit très simplement de rendre l'Autriche « moins attractive », espérant que moins d'étrangers y demanderont l'asile. Au 1^{er} novembre, les autorités ont enregistré 66 000 demandes d'asile pour l'année en cours, avec une projection à 80 000 pour l'ensemble de l'année (sur les 500 000 demandeurs d'asile qui devraient être entrés dans le pays), contre 28 000 l'an dernier. Cette hausse fait avant tout le bonheur de l'entreprise ORS Service GmbH⁽¹⁾ dont le siège est en Suisse, qui gère 28 centres d'accueil ou de répartition de demandeurs d'asile dans le pays, mais aussi le camp de Gabíkovo, en Slovaquie, où l'Autriche a délocalisé une partie de ses demandeurs d'asile. En 2014, ORS avait reçu 21 millions de l'Etat autrichien et dégagé plus d'1 million de profits. L'Autriche semble pour ce groupe un pays suffisamment « attractif ».